

LE JOUR, 1954
16 Juillet 1954

LE FONDEMENT D'UNE POLITIQUE

Commençons ce matin par où nous finissions avant-hier : l'internationalisation de Jérusalem ; ce qui veut dire LA PRESENCE INTERNATIONALE STATUTAIRE, PERMANENTE ET ARMEE EN PALESTINE.

C'est devenu la condition de la défense commune avec l'Occident et de la paix en Proche-Orient. Entre les Arabes et Israël il faut cette présence.

Les dépêches font écho à un article de l'OSSERVATORE ROMANO rappelant la nécessité d'internationaliser Jérusalem et ses environs. La position du Saint-Siège sur ce point est connue. Elle s'affirme une fois de plus. On a des raisons d'espérer que la voix du Vatican se fera, à ce sujet, de plus en plus pressante.

L'Occident n'obtiendra la contribution sans réserve du Proche-Orient à la défense de la paix qu'en lui apportant la sienne.

C'est le droit et le devoir des Arabes du Proche-Orient de faire désormais de l'internationalisation de Jérusalem le fondement de leur politique extérieure. Les puissances qui ont créé l'Etat et le danger d'Israël ne peuvent pas refuser cela ; elles ne le peuvent pas sans porter la responsabilité d'un déni de justice odieux.

Nous écrivions l'autre jour que l'Egypte devrait faire quelque concession admissible à Suez pour sauver Jérusalem. Cela nous le croyons fermement. Au point où l'on en est, le péril israélien pour le monde arabe va beaucoup plus loin que le péril anglais pour l'Egypte ; et il se trouve, de surcroît, que l'Amérique ne peut pas se désintéresser de l'avenir de la zone de Suez.

L'Egypte se fait illusion en mettant Suez avant Jérusalem. Si l'accord anglo-égyptien se fait prochainement, comme tous les Libanais le souhaitent, tout sera pour le mieux ; s'il ne se fait pas, l'Egypte devra se souvenir davantage de la Palestine et d'Israël.